

# Tout peut changer – Tout doit changer

## Climat et capitalisme: la vision de Naomi Klein

Naomi Klein est connue comme auteure de nombreux ouvrages à succès dont notamment ›No Logo (2001)‹ et ›La Stratégie du choc‹ (2008). Elle est également journaliste et surtout militante travaillant en lien étroit avec de nombreuses organisations altermondialistes et d'Amérindiens. Dans son livre ›Tout peut changer<sup>1</sup>‹, elle se penche sur le changement climatique, phénomène dont elle dit avoir elle-même nié longtemps l'ampleur. Cet ouvrage contient quantité de données, de résultats de recherches et d'observations, recueillis avec l'aide de toute une équipe, souvent relatifs à Amériques du Nord. Si ces informations datent un peu, le constat principal de l'ouvrage reste pertinent, à savoir qu'il existe une contradiction profonde entre la logique et le fonctionnement du capitalisme d'une part et la lutte pour la préservation du climat d'autre part. Pour sauver le climat, il faut diminuer l'utilisation des ressources. Pour éviter l'effondrement du système économique, il faut une croissance sans entrave. On assiste à une guerre entre le capitalisme et la planète et pour l'instant c'est le capitalisme qui remporte haut la main.

Face aux diverses propositions plus ou moins pertinentes pour sauver le climat, émanant des forces politiques présentes, il est important de ne pas perdre de vue cette contradiction fondamentale. Le livre met en évidence les obstacles politiques et idéologiques qui ont jusqu'ici empêché la mise en œuvre des solutions. Quelques-uns de ces principaux obstacles sont présentés ici, obstacles toujours présents et qu'il faut reconnaître comme tels. Quelles sont les mesures à prendre, capables de réellement combattre le changement climatique et quelles sont les forces politiques susceptibles d'imposer le changement nécessaire? Ce sont les questions auxquelles Naomi Klein apporte une réponse claire en fondant tout son espoir sur les mouvements sociaux.

### Le commerce avant le climat

A la fin des années 1980, la conscience du problème du réchauffement climatique commence à émerger au niveau de nombreux États. Le premier rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) est publié en 1990. La conférence

---

#### Christine Dellsperger

Etudes d'histoire économique à l'Université de Genève; Militante d'Attac (Association pour une taxation des transactions financières et l'action citoyenne).

de Toronto de 1988 jette les bases pour le Sommet de la Terre de l'ONU qui a lieu en 1992 à Rio. En 1997, le protocole de Kyoto, signé par une très large majorité des États, introduit des objectifs contraignants de réduction de gaz à effet de serre. Les scientifiques s'accordent à dire que le réchauffement climatique est lié à l'activité humaine. Il a déjà et aura de plus en plus de conséquences graves, telles que la montée des eaux, l'augmentation des sécheresses ou l'occurrence et l'intensité de phénomènes météorologiques extrêmes. Si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas rapidement, le réchauffement dépassera les 2° et sera irréversible.

Parallèlement aux conférences climatiques, les gouvernements, sous le coup du néolibéralisme, s'efforcent de faire avancer le libre-échange: L'ALENA (Accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) entre en vigueur en 1994, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) voit le jour en 1995. Au cours des années 2000 et 2010, suite à un blocage de l'OMC, de nombreux accords bilatéraux de libre-échange voient le jour. Les principales bénéficiaires en sont les multinationales qui déploient toujours davantage leurs productions au niveau mondial.

On assiste donc à deux processus parallèles, négociés par les mêmes gouvernements et dont chacun nie l'existence de l'autre. Promouvoir le libre-échange signifie augmenter les distances sur lesquelles les marchandises sont transportées, interdire aux gouvernements de favoriser les entreprises locales et de promouvoir de manière efficace les énergies renouvelables, ou encore freiner – par la protection de brevets – le transfert de technologies vertes vers les pays en développement. Ces principes ne sont pas remis en question, au contraire. Dans les accords commerciaux, gouvernements et lobbies ignorent systématiquement le réchauffement climatique et n'acceptent pas que des politiques environnementales et climatiques puissent entraver la mondialisation.

### **Le poids des grandes compagnies pétrolières**

Les combustibles fossiles sont responsables d'une très large part du réchauffement climatique. L'industrie pétrolière a de plus en plus recours au pétrole non conventionnel issu de la fracturation hydraulique ou de sable bitumineux ainsi qu'au gaz de schiste. Ces énergies fossiles sont plus néfastes pour le climat que le pétrole traditionnel en raison de leur mode d'extraction et par la quantité de gaz à effet de serre émis lors de la combustion. L'industrie pétrolière a procédé à de lourds investissements dans des gisements toujours plus difficiles à exploiter, plus dangereux et plus nuisibles à l'environnement. Un groupe de recherche a

inventorié toutes les réserves de charbon, pétrole et gaz déjà revendiquées par les entreprises. Si ces réserves sont brûlées, elles émettraient cinq fois plus de dioxyde de carbone que ce qui serait acceptable pour respecter l'objectif des 2° d'augmentation maximale de la température d'ici 2050.

C'est donc une évidence qu'il faut laisser une grande partie de ces réserves définitivement dans le sol et investir très rapidement dans le développement d'énergies renouvelables. Or, l'idéologie néolibérale dominante n'envisage nullement de limiter l'activité des entreprises concernées. Les fonds consacrés par ces dernières aux énergies alternatives sont dérisoires. Elles doivent rentabiliser en priorité leurs investissements pour se conformer aux attentes de leurs actionnaires. Les gouvernements (en particulier celui des États-Unis) se montrent incapables d'imposer une politique énergétique digne de ce nom. En raison de leur soutien aux campagnes électorales, voire la corruption, les compagnies d'énergies fossiles restent très influentes.

### **Le marché carbone et la foi dans la technologie**

La mise sur pied du marché du carbone est un exemple typique de la croyance en la vertu des marchés. Lors des négociations internationales préparant le protocole de Kyoto (signé en 1997), il a été prévu que les pays industrialisés, responsables de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre, réduiront leurs émissions par des mesures sévères. Mais les États-Unis, qui ne ratifieront d'ailleurs jamais ce protocole, ont imposé une autre approche: la création d'un marché international de certificats d'émission de gaz à effet de serre. Ce marché permet à un pollueur, dont les émissions excèdent une certaine limite, de les compenser par l'achat de certificats correspondants. Celui dont les émissions se situent en dessous des quotas fixés peut en vendre. Le principe peut s'appliquer entre pays industrialisés et également entre entreprises à l'intérieur d'un pays. Le marché carbone le plus important a été créé au sein de l'Union européenne. Une de ses principales faiblesses réside dans la forte instabilité des prix du carbone. Pour inciter les entreprises et les États à entrer sur ce marché, d'énormes quantités de permis ont été cédées au rabais. Suite au ralentissement de l'économie lors de la crise, les prix se sont effondrés et les entreprises n'avaient plus aucun intérêt à réduire leurs émissions. Le recours massif de l'Allemagne au charbon pour la production d'électricité est lié notamment à ce fonctionnement du marché carbone.

Un autre système, développé par l'ONU, permet aux pays en développement de générer des crédits d'émission de gaz à effet de serre par

la réalisation de projets censés réduire ces émissions. Ainsi, un pollueur d'un pays industrialisé peut compenser ses émissions par l'achat de tels crédits. Cela a donné lieu à des abus parfois grotesques, voire des escroqueries. Des sociétés autochtones avec un mode de vie produisant très peu d'émissions ont été privées d'accès à leurs ressources naturelles parce que leur territoire devait être préservé pour pouvoir vendre des permis d'émission. Certains de ces projets ont toutefois permis des réalisations écologiquement utiles, mais un tel mécanisme transforme la nature en une marchandise virtuelle au sein d'un système commercial mondialisé.

Sauver le climat par la géo-ingénierie, c'est-à-dire par des technologies encore à inventer et dont les implications sont inconnues, est une autre approche qui compte beaucoup d'adeptes. Une de ces méthodes est la gestion du rayonnement solaire en pulvérisant des particules dans l'atmosphère afin de réfléchir une plus grande fraction des rayons du soleil vers l'espace pour ainsi réduire la chaleur atteignant la terre. Ou encore la «fertilisation» des océans avec du fer pour soutirer du dioxyde de carbone à l'atmosphère. Contrairement à la majorité des scientifiques qui prône la réduction des émissions, ceux qui développent de telles approches (une clique d'hommes présomptueux selon l'auteure) veulent à tout prix préserver nos habitudes aux risques de détraquer le système terrestre de façon complètement imprévisible.

### **Le rôle ambigu de certains mouvements écologistes**

Dès la fin des années 1960, un mouvement écologiste relativement puissant émerge en Amérique du Nord et réussit à arracher à l'État des lois importantes pour la protection de l'environnement. En effet, 23 lois fédérales sur l'environnement entrent en vigueur au cours des années 70 aux États-Unis. Vient alors le tournant politique sous Ronald Reagan, le début de l'ère néolibérale. Une assez large partie des organisations environnementalistes se compromet dès lors en acceptant des arrangements douteux avec de grandes entreprises. Certaines obtiennent d'importants soutiens financiers de compagnies pétrolières. Parmi les membres de leurs fondations se trouvent des représentants de ces industries. Elles ont tendance à défendre les solutions les moins contraignantes et des mesures complexes inspirées du marché.

Les années 1990 auraient été une période décisive pour la mise sur pied d'une stratégie d'envergure internationale de lutte contre le dérèglement climatique. Mais il n'en fut rien. L'attitude «gagnant-gagnant» avec les entreprises, adoptée par une large partie du mouvement environnementaliste perdure. Un certain manque de prise de conscience et

la faiblesse des mouvements sociaux en général n'ont pas permis de susciter un vrai débat et moins encore d'amorcer un tournant politique. Une foi indéfectible en la capacité d'autorégulation du marché persiste.

### **Tout doit changer de fond en comble**

Baisser substantiellement les émissions de gaz à effet de serre et limiter ainsi le réchauffement à maximum 2° nécessite un changement radical. L'idéologie du marché et le fonctionnement de l'économie capitalisée mondialisée ont jusqu'ici empêché la prise de mesures efficaces comme cela a été montré plus haut par quelques exemples concrets. Vu les décennies qui ont été perdues et l'extrême urgence de ce combat, recourir à des solutions partielles, des demi-mesures comme certains politiciens ›modérés‹ pourraient l'envisager, n'apportent aucune solution. Impossible de sauver le climat sans remise en question du fonctionnement de l'économie.

Il faut en effet des politiques d'investissements dans les énergies alternatives et les infrastructures, une réglementation stricte des secteurs clés, des économies locales revigorées, la fin de l'emprise des grandes multinationales, une diminution des inégalités. Cela implique aussi un secteur public fort et ne peut rimer avec coupes budgétaires, moins d'État, baisses d'impôts pour les riches et les entreprises, privatisations tous azimuts. Des politiques donc opposées à celles actuellement en vigueur, politiques qui vont à l'encontre de l'idéologie du libre marché.

Le rôle de l'État dans ce contexte est essentiel. Il faut une volonté politique ferme pour démanteler les industries d'énergies fossiles. Développer rapidement et efficacement les énergies renouvelables nécessite des mesures gouvernementales et une planification au niveau national toute en permettant une décentralisation de la production. De même pour un réseau électrique intelligent, des transports en commun ou encore un urbanisme qui tient compte des critères écologiques. Les citoyens et usagers doivent y être associés en développant les processus démocratiques. Cela facilite l'adhésion de la population et permet de créer et de gérer des infrastructures et des services conformes aux objectifs climatiques et non pas de rendements financiers maximum. D'autres domaines et en particulier l'agriculture nécessitent également un cadre politique qui vise une conversion rapide à une production climat compatible.

### **Le rôle capital des mouvements sociaux**

Comment réaliser de telles politiques climatiques quand le temps presse, mais l'idéologie néolibérale domine et les lobbies des grandes in-

dustries sont si puissants? Selon Naomi Klein, il est inutile d'espérer que la solution vienne des gouvernements. D'où l'importance capitale des mouvements sociaux, seuls capables de mettre une pression suffisante. Ces mouvements doivent non seulement imposer un programme politique alternatif, mais en plus promouvoir une autre vision du monde. Une vision beaucoup moins matérialiste, fondée sur l'interdépendance et la solidarité et non pas sur la concurrence, l'hyperindividualisme et la domination.

Les luttes contre les énergies fossiles sont déjà nombreuses. En Amérique du Nord, il existe un puissant mouvement contre l'extractivisme dont on parle peu en Europe. Ce sont les luttes contre les mines à ciel ouvert de charbon, contre les forages pour le gaz de schiste ou le pétrole ou encore l'exploitation des sables bitumineux qui saccage d'immenses terrains. D'importantes batailles contre l'action des compagnies pétrolières sont menées par les autochtones dont on bafoue les droits territoriaux. Souvent, ce sont les habitants des régions directement touchées qui se mobilisent. En Grande-Bretagne, la zone d'étude pour des activités de fracturation représente environ la moitié de l'ensemble du territoire. Un réveil brutal pour des citoyens qui se croyaient loin des régions d'extraction.

La lutte contre les compagnies pétrolières se mène également par d'autres moyens. Le mouvement 350.org invite les institutions publiques telles que les universités, les municipalités et les caisses de pension à se départir des actions qu'elles détiennent dans les industries de combustibles fossiles. Le message adressé ainsi à cette industrie est clair: aujourd'hui il est inadmissible de suivre un modèle économique misant sur la croissance sans limites de l'extraction et l'utilisation d'énergie fossile. Ce mouvement, lancé en 2012, connaît un succès fulgurant.

### Quelle stratégie?

La lutte contre le réchauffement climatique n'est pas une lutte parmi d'autres. C'est non seulement la lutte la plus urgente, c'est aussi la lutte qui a le potentiel de fédérer en un seul mouvement de nombreux combats qui existent déjà. Selon Naomi Klein, une telle convergence représenterait une force capable d'imposer les changements nécessaires pour surmonter les obstacles qui empêchent la mise sur pied d'une réelle politique climatique, politique qui supprimerait en même temps des injustices et rendrait nos vies meilleures.

Parmi les mouvements déjà existants susceptibles d'établir un lien avec le climat il y a bien sûr ceux déjà mentionnés se battant sur place contre l'exploitation de pétrole ou de gaz de schiste. Plus largement, il peut

s'agir de mouvements qui défendent les services publics, comme les transports en commun, la fourniture d'eau et d'électricité, l'assainissement. Ces services sont souvent privatisés et risquent d'être gérés en priorité selon les exigences de profit. D'autres groupements exigent la transparence pour les politiciens et dénoncent l'influence des milieux d'affaires ainsi que la corruption, y compris les postes offerts aux politiciens sortants en guise de pots-de-vin. Certaines organisations se battent contre l'emprise des multinationales ou encore contre les nouveaux traités de libre-échange qui mettent à mal les économies locales. D'autres encore s'engagent pour plus de justice fiscale, pour des rapports plus équitables entre le Nord et le Sud ou pour le soutien aux migrants. On pourrait allonger cette liste par des combats non mentionnés par l'auteur comme la lutte contre la publicité qui envahit les rues et les écrans ou plus généralement pour la décroissance.

Peut-être le pouvoir prêté par l'auteure aux mouvements sociaux est-il exagéré ou quelque peu romantique. Mais force est de constater que les récentes manifestations pour le climat en Europe ont indéniablement fait pression sur les dirigeants. Est-il réaliste d'imaginer que la crise du climat pourrait unifier tous ces enjeux et mouvements disparates et changer les rapports de force? Si la réponse reste ouverte, cette possibilité défendue par Naomi Klein doit faire partie intégrante de la discussion sur les stratégies à adopter dans la lutte climatique.

### Annotation

- 1 Klein, Naomi: *Tout peut changer. Capitalisme & changement climatique*. Actes Sud, 2015. Original en anglais 2014.